

COMMUNE DE VAULNAVEYS LE BAS

**PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 14 DECEMBRE 2023**

Nombre de Conseillers : 15

Nombre de Présents : 10

Nombre de Votants : 13

Nombre d'absents : 2

Quorum : 8/15

Date de la convocation et date d'affichage : le 07/12/2023

Le quatorze du mois de décembre de l'année deux mille vingt-trois, à dix-huit heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Vaulnaveys-le-Bas, régulièrement convoqué, conformément à l'article L 2121-10 du Code des Collectivités Territoriales, s'est réuni, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur GAUTHIER Jean-Marc, Maire.

Présents : GAUTHIER Jean-Marc, Maire, MARGAT Gilles, 1^{er} Adjoint, VASSEUR Jeannine, STRIPPOLI Serenella, DEMAY OUVAROFF Claudine, SCOTTI Serge, FARDELLI Patrick, BRETAUDEAU Martine, PONGI Martine, NAVARI Didier.

Pouvoir(s) : HUET Emmanuel à GAUTHIER Jean-Marc, DE OLIVERA Elodie à MARGAT Gilles, RECHE Laetitia à NAVARI Didier

Absent(e)s/Excusé(e)s : RATEL Sovellen, BESSON Robert

Secrétaire de séance : Madame STRIPPOLI Serenella est désignée secrétaire de séance conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales qui indique que le Conseil municipal peut nommer un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la dernière séance n'appelant aucune observation, il est approuvé à l'unanimité.

L'ordre du jour est lu par M. le Maire :

ORDRE DU JOUR

- 1- Convention avec le CDG38 concernant le pôle archives itinérantes
- 2- Convention de partenariat entre la commune, l'exploitant et le Conservatoire d'Espaces Naturels Isère
- 3- Convention de gestion en flux des logements sociaux
- 4- Convention de partenariat 2024-2028 Service Public de l'Efficacité Energétique (SPEE) dédiée aux communes
- 5-Martelage coupe de bois n° 6

- 6-Mandatement des dépenses d'investissement en M57
- 7- Renouvellement du régime indemnitaire
- Questions diverses

Projet de délibération n°1 lu par le Maire :

CONVENTION AVEC LE CDG38 CONCERNANT LE POLE ARCHIVES ITINERANTES

Le Maire rappelle que les collectivités territoriales doivent assurer la conservation et la mise en valeur de leurs archives conformément à la législation.

Le Centre de Gestion de l'Isère propose une convention pour :

- Effectuer un diagnostic donnant lieu à la rédaction d'un rapport sur l'état de l'archivage, assorti de recommandations et accompagné d'une proposition d'intervention. Le diagnostic (203 €) sera facturé uniquement si la collectivité n'accepte aucune proposition d'intervention.
- Définir les conditions techniques et financières de la mise à disposition d'un archiviste pour la réalisation des missions confiées par la Collectivité au Centre de gestion.

Débats et vote

M. le Maire rappelle que les collectivités territoriales doivent assurer la conservation et la mise en valeur de leurs archives conformément à la législation.

Le centre de gestion de l'Isère propose une convention pour effectuer un diagnostic et un rapport sur l'état de l'archivage.

Le coût du diagnostic est de 203 €, de 30€ de frais de déplacements et de 17,50€ frais de repas.

Aucune remarque des élus présents.

Le Conseil Municipal, après délibération, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention,

- **AUTORISE** le Maire à signer la convention intervention du pôle archives itinérantes avec le CDG38
- **APPROUVE** les termes de la convention
- **DECIDE** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité

Projet de délibération n°2 lu par le Maire :

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNE, L'EXPLOITANT et le CONSERVATOIRE d'ESPACES NATUREL

Monsieur le Maire informe que le site des pelouses sèches de l'Aup Morel, situé sur la commune de Vaulnaveys-le-Bas, est principalement constitué de pelouse sèches calcicoles et de pelouses écorchées. Il comporte des espèces végétales remarquables parmi lesquelles plusieurs espèces d'orchidées sauvages comme l'Orchis punaise (protégée à l'échelle nationale) et des espèces protégées à l'échelle régionales telles que le Genévrier thurifère.

Dans le cadre du Contrat Vert et Bleu de Grenoble-Alpes Métropole, le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Isère a initié la mise en œuvre du « Plan d'Actions Pelouses sèches ».

A ce titre, une notice de gestion de ce site a été rédigée par le CEN Isère, en concertation avec la commune, propriétaire et l'exploitant agricole.

La mise en œuvre du plan d'action prévoit le maintien de l'activité de pâturage sur le site, des travaux de réouvertures ponctuelles, le suivi de l'évolution des pratiques pastorales et des prairies.

Afin d'établir les modalités du partenariat entre le propriétaire, l'exploitant et le CEN Isère, Monsieur le Maire demande au conseil municipal l'autorisation de signer la convention dans l'intérêt de la sauvegarde du site de pelouses sèches de l'Aup Morel.

Débats et vote

M. le MAIRE informe qu'un groupe de personnes de l'association GENTIANA et le CEN de l'Isère est intervenu pour le nettoyage sur le site des pelouses sèches de l'Aup Morel, situé sur la commune ; principalement constitué de pelouses sèches calcicoles et de pelouses écorchées. Il comporte des espèces végétales remarquables (l'Orchis punaise, Genévrier thurifère).

Dans le cadre du Cadre Vert et Bleu de Grenoble-Alpes Métropole, le Conservatoire d'Espaces Naturels de l'Isère a initié la mise en œuvre du « Plan d'Actions Pelouses Sèches »

A ce titre le CEN a rédigé une notice de gestion de ce site, en concertation avec la commune, propriétaire et l'exploitant agricole. (Activité de pâturage)

Après délibération, le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention,

- **AUTORISE** le Maire à signer la convention d'usage qui fixe les modalités du partenariat entre le Propriétaire, l'Exploitant et le CEN Isère dans l'intérêt de la sauvegarde du site de pelouses sèches de l'Aup Morel.

Projet de délibération n°3 lu par le Maire :

CONVENTION DE GESTION EN FLUX DES LOGEMENTS SOCIAUX : modalités de gestion des réservations communales au sein du bloc collectivités territoriales dans le cadre de la réforme des attributions des logements sociaux

Monsieur le Maire expose les motifs :

La loi Évolution pour le Logement, l'Aménagement et le Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 a engagé une réforme du système d'attribution des logements sociaux par la mise en œuvre de la gestion en flux des logements sociaux au 24 novembre 2023.

Sans modifier les objectifs de la politique locale de l'habitat inscrits dans les documents-cadre (production de logements locatifs sociaux dans le Plan Local de l'Habitat, objectifs de mixité sociale dans la Convention Intercommunale d'Attribution...), la gestion dite « en flux » succède à la gestion dite « en stock » et vient adapter les modalités d'orientation des logements sociaux libérés vers les différents réservataires.

Les réservataires sont des personnes morales ayant la possibilité de proposer des ménages aux bailleurs sociaux pour les logements qui leur sont « réservés » en contrepartie des financements ou garantie d'emprunts qu'ils ont pu apporter à l'opération de construction. Les principaux réservataires sont l'Etat, les collectivités territoriales (communes, métropole, département) et Action Logement Service.

Alors que la gestion « en stock » détermine les droits de réservations sur des logements précisément identifiés, la gestion en flux détermine un volume de droits acquis par chacun des réservataires proportionnellement aux financements/garanties accordés par chacun d'eux.

Comme le stipule la loi, la première attribution pour les logements neufs reste toutefois gérée « en stock », ce qui signifie que les réservataires sont en mesure de faire des propositions de ménages, en fonction de leurs droits de réservation, lors de la livraison de nouvelles opérations.

Dans ce nouveau système de gestion en flux, l'information de la libération d'un logement social (avis de résiliation de bail par le locataire) n'est donc plus systématiquement orientée vers le réservataire initial : tout logement libéré est susceptible d'être orienté vers tout réservataire, dans le respect d'un volume défini pour chacun.

Ce changement de pratique vise à parvenir à une plus grande souplesse de gestion du parc de logements sociaux et un rapprochement offre / demande de logements sociaux facilité.

La commune, membre du bloc Collectivités territoriales

Conformément à la loi, ces nouvelles modalités de gestion doivent faire l'objet d'une convention entre chaque réservataire et chaque bailleur social ; cette convention définit le volume de droits du réservataire, les modalités de mise en œuvre et de rendu compte du traitement des logements libérés.

La loi ELAN introduit la notion de « bloc Collectivités territoriales » réunissant l'ensemble des réservataires Collectivités territoriales ayant accordé des garanties d'emprunt en faveur de la production de logements sociaux. La commune de VAULNAVEYS LE BAS s'inscrit dans ce nouveau bloc Collectivités territoriales aux côtés des 48 autres communes du territoire métropolitain, du Département de l'Isère et de Grenoble-Alpes Métropole.

Suite aux travaux politiques et techniques engagés depuis 2020, la Conférence Intercommunale du Logement a approuvé le 10 octobre 2023 les modalités d'organisation relative à la gestion des droits de réservation du Bloc Collectivités Territoriales. Cette nouvelle organisation est inscrite dans la convention de gestion en flux Bloc Collectivités territoriales et son annexe dont l'adoption est soumise à délibération.

Droits de réservation du Bloc Collectivités territoriales

Conformément aux dispositions législatives (20% de droits maximum au titre des garanties d'emprunt) et compte tenu de l'effort des collectivités territoriales en faveur de la production du logement social (aides diverses, subventions, minorations foncières...), le flux de logements locatifs sociaux familiaux négocié avec les bailleurs sociaux et réservé au bloc Collectivités territoriales est porté à :

- 25% de l'assiette disponible issue du patrimoine d'Actis, Alpes Isère Habitat, Grenoble Habitat, Société Dauphinoise de l'Habitat, Pluralis, Logement du Pays de Vizille, Erilia, Société Habitat Social Dauphinois-Groupe Valrim, IRA 3F
- 18% de l'assiette disponible issue du patrimoine d'ICF
- 18,54% de l'assiette disponible issue du patrimoine de CDC Habitat social et 4,83% du patrimoine de CDC Habitat.

Le taux de 25% est un des taux les plus importants, au niveau national, accordé aux collectivités locales par les bailleurs. Il témoigne d'un soutien régulier et fort de celles-ci au logement social et d'un cadre partenarial dynamique puisque les bailleurs sociaux conditionnaient ce taux important à un système fluide et agile entre collectivités territoriales.

L'Etat dispose par ailleurs de 30% des réservations de logements (25% pour les publics prioritaires et 5% pour les fonctionnaires d'Etat) tel que l'indique la loi. Action Logement Service, avec des modalités propres de calcul définies au niveau national, sera attentif à ce qu'un nombre d'attributions similaire à la moyenne des trois dernières années soit obtenues pour son public-cible à l'échelle départementale.

La commune au cœur des attributions sur son territoire

La gestion des réservations du bloc Collectivités territoriales est partagée avec l'ensemble de ses membres via une plateforme dématérialisée animée par Grenoble-Alpes Métropole cheffe de file du Bloc Collectivités territoriales. L'offre de logements sociaux est visible par tous ce qui ouvre l'opportunité de mobiliser un volume de logements sociaux supérieur au profit des ménages du territoire.

En tant qu'experte de son territoire et premier maillon de proximité avec ses habitants, la commune est confortée dans sa place auprès des demandeurs de logement social sur son territoire :

- Elle peut proposer des candidats quelle que soit la commune de localisation du logement disponible,
- Elle sélectionne et priorise les candidatures sur les logements de son territoire en vue du passage en commission d'attribution des bailleurs sociaux,
- Elle participe à la Coopération métropolitaine PLAI, instance partenariale travaillant collectivement les logements très sociaux conventionnés PLAI,
- Elle maîtrise et partage ses enjeux locaux en matière d'équilibre de peuplement sur son territoire.

Un rendu-compte régulier

Au regard des enjeux relatifs à l'attribution de logements sociaux sur le territoire communal, un regard régulier et approfondi sur le flux de logements orientés et sur les attributions réalisées sur le territoire communal est nécessaire via des modalités de reporting régulières et transparentes. Ainsi, la commune aura, au minimum, accès à l'ensemble des procès-verbaux des Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL) des logements sociaux situés sur son territoire.

De plus, une commission de coordination est créée. Animée par Grenoble-Alpes Métropole, cette commission multi-partenariale permettra un suivi des flux de logements sociaux et des attributions sur le territoire métropolitain et à l'échelle communale. Elle devient le lieu privilégié d'échanges entre les partenaires en vue de développer des modalités de travail efficaces au profit des demandeurs de logement social.

Cet enjeu de suivi et de rendu-compte est particulièrement important dans une phase de mise en œuvre afin d'analyser la réalité des évolutions qu'induit la gestion en flux, en matière d'équité entre réservataires ou encore d'impact sur les

équilibres territoriaux. La première année de mise en œuvre opérationnelle sera une phase-test et la vigilance sera renforcée.

La convention de gestion en flux du Bloc Collectivités territoriales et son annexe est convenue sur une période de 3 ans, entre 2024 et 2026. Cette durée est propice à l'évaluation de cette réforme et aux éventuels ajustements nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme renoué dite loi ALUR ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté (Loi LEC) ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi ELAN) ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS) ;

Vu l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux

Vu l'instruction ministérielle du 28 mars 2022 relative à la mise en œuvre de la cotation de la demande de logement social et de la gestion en flux des réservations des logements sociaux

Vu la délibération de Grenoble-Alpes Métropole du 05 juillet 2019 relative à la Convention Intercommunale d'Attribution de Grenoble Alpes Métropole ;

Débats et vote

M. le Maire explique les motifs de cette délibération

La loi ELAN (Evolution pour le Logement, L'aménagement et le Numérique) du 23 novembre 2018 a engagé une réforme du système d'attribution des logements sociaux par la mise en œuvre de la gestion en flux des logements sociaux au 24 novembre 2023.

La gestion « en flux » succède à la gestion dite « en stock » et vient adapter les modalités d'orientation des logements sociaux libérés vers les différents réservataires.

Ce changement de pratique vise à parvenir à une plus grande souplesse de gestion du parc des logements sociaux et un rapprochement offre/demande de logements sociaux facilité.

La loi ELAN introduit aussi la notion de « bloc Collectivités territoriales » ; la commune de VAULNAVEYS LE BAS s'inscrit dans ce nouveau bloc Collectivités territoriales aux côtés des 48 communes du territoire métropolitain, du département de l'Isère et de Grenoble-Alpes Métropole.

La Conférence Intercommunale de Logement a approuvé le 10 octobre 2023 les modalités de cette nouvelle loi ; convention de gestion en flux Bloc Collectivités territoriales et son annexe dont l'adoption est soumise à délibération.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention,

DÉCIDE

- D'approuver le document-unique valant convention de réservation de la gestion en flux pour le bloc Collectivités Territoriales relatif à la mise en œuvre opérationnelle de la gestion en flux et de l'organisation du bloc Collectivités Territoriales ;
- D'autoriser la. le Maire à signer ledit document-unique valant convention de réservation de la gestion en flux pour le bloc Collectivités Territoriales.

Projet de délibération n°4 lu par le Maire :

CONVENTION DE PARTENARIAT 2024-2027 Service Public de l'efficacité énergétique (SPEE) dédié aux communes

Monsieur le Maire rappelle :

- la délibération n° 2022-08 concernant la prise de participation de la commune au capital de la société public local (SPL) ALEC de la grande région grenobloise ;
- la délibération n° 2022-18 concernant la convention de partenariat métropole -communes pour l'accès au service public d'efficacité énergétique « SPEE communes ».
- la délibération du conseil métropolitain du 24 novembre 2023 qui a défini le périmètre et les modalités d'accès du service public pour l'efficacité énergétique dédié aux communes pour la période 2024-2027.

Monsieur le Maire informe que Grenoble Alpes Métropole nous sollicite pour une convention concernant les modalités d'utilisation du service public de l'efficacité énergétique pour les communes pour la durée 2024-2027.

Préambule :

La SPL ALEC, constituée le 20 février 2020, a pour objet la mise en œuvre des politiques de transition énergétique et climatique pour le compte de ses actionnaires. La Métropole lui confie notamment, depuis le 1^{er} mai 2020, la mise en œuvre du service public de l'efficacité énergétique (SPEE). Dans ce cadre, la SPL ALEC a notamment pour mission de proposer des services d'accompagnement aux communes, pour l'optimisation énergétique de leur patrimoine. Le SPEE sera accessible aux communes actionnaires de la SPL qui le souhaiteront, moyennant une participation financière au coût du service, selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil Métropolitain.

La présente convention formalise les conditions de mise en œuvre du service pour les années 2024 à 2027.

Il est précisé que les changements par rapport à la précédente convention sont les suivants :

- Les tarifs évoluent en cohérence avec l'augmentation du prix journée de l'ALEC (+10%) entre 2021 et 2024.

Débats et vote

Après lecture de la délibération, M. le Maire nous explique qu'il serait judicieux de signer une convention pour un bilan énergétique sur les bâtiments communaux.

La Métropole a confié depuis le 1^{er} mai 2020 à la SPL ALEC la mise en œuvre du service public de l'efficacité énergétique (SPEE). Dans ce cadre la SPL ALEC propose aux communes de la métropole de les accompagner dans leur bilan énergétique ; moyennant une participation financière au coût du service, selon les modalités arrêtées par délibération du Conseil Métropolitain. (Tarifs 2024 du service public de l'efficacité énergétique : 2218€ pour Vaulnaveys le Bas)

Après avoir pris connaissance de la convention et après délibération, le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention :

- **AUTORISE** le Maire à signer avec la Métropole de Grenoble une convention de partenariat pour bénéficier du service public d'efficacité énergétique « SPEE » dédié aux communes

Projet de délibération n°5 lu par le Maire :

MARTELAGE COUPE DE BOIS

M. le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de M. DEBETHUNE de l'Office National des Forêts, concernant les coupes à asseoir en 2024 en forêt communale relevant du Régime Forestier.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- 1 – Approuve l'Etat d'Assiette des coupes de l'année 2024 présenté ci-après
- 2 – Pour les coupes inscrites, précise la destination des coupes de bois réglées et non réglées et leur mode de commercialisation
- 3 – Informe le Préfet de Région des motifs de report ou suppression des coupes proposées par l'ONF conformément à l'exposé ci-après

ETAT D'ASSIETTE :

Parcelle	Type de coupe ¹	Volume présumé réalisable (m³)	Surface à parcourir (ha)	Année prévue aménagement	Année proposée par l'ONF²	Année décidée par le propriétaire³	Proposition de mode de commercialisation par l'ONF					Mode de commercialisation – décision de la commune	Observations	
							Vente avec mise en concurrence			Vente de gré à gré négociée				Déli-vrance
							Bloc sur pied	Bloc façonné	UP	Contrat d'appro	Autre gré à gré			
6	IRR	350	6	2024	2024		X							

Le mode de commercialisation pourra être revu en fonction du marché et de l'offre de bois en accord avec la municipalité.

En cas de décision du propriétaire de **REPORTER** ou **SUPPRIMER** une coupe, **MOTIFS** : *(cf article L 214-5 du CF)*

¹ Nature de la coupe : AMEL amélioration ; AS sanitaire EM emprise, IRR irrégulière, RGN Régénération, SF Taillis sous futaie, TS taillis simple, RA Rase

² Année proposée par l'ONF : SUPP pour proposition de suppression de la coupe

³ Année décidée par le propriétaire : à remplir uniquement en cas de changement par rapport à la proposition ONF

Mode de commercialisation en contrat de bois façonné à la mesure [à utiliser le cas échéant]

Pour les coupes inscrites et commercialisées de gré à gré dans le cadre d'un contrat d'approvisionnement, en bois façonné et à la mesure, l'ONF pourra procéder à leur mise en vente dans le cadre du dispositif de vente en lots groupés (dites "ventes groupées"), conformément aux articles L214-7, L214-8, D214-22 et D214-23 du Code Forestier.

Pour ces cas, le propriétaire mettra ses bois à disposition de l'ONF sur pied ou façonnés. Si ces bois sont mis à disposition de l'ONF sur pied, l'ONF est maître d'ouvrage des travaux nécessaires à leur exploitation. Dans ce cas, une convention de mise à disposition spécifique dite de "Vente et exploitation groupée" sera rédigée.

Par ailleurs, dans le but de permettre l'approvisionnement des scieurs locaux, la commune s'engage pour une durée de 3 ans à commercialiser une partie du volume inscrit à l'état d'assiette annuel dans le cadre de ventes en contrat de bois façonné à la mesure.

Mode de délivrance des Bois d'affouages [à utiliser le cas échéant]

- Délivrance des bois **après façonnage** ☐

- Délivrance des bois **sur pied** ☐

Pour la délivrance de bois **sur pied** des bois d'affouage, le conseil municipal désigne comme BENEFCIAIRES SOLVABLES de la bonne exploitation des bois, conformément aux règles applicables en la matière aux bois vendus en bloc et sur pied :

M.	}	3 noms et prénoms
M.		
M		

Ventes de bois aux particuliers [à utiliser le cas échéant]

Le conseil municipal autorise l'ONF à réaliser les contrats de vente aux particuliers pour l'année 2024, dans le respect des clauses générales de ventes de bois aux particuliers de l'ONF. Ce mode de vente restera minoritaire, concernera des produits accessoires à l'usage exclusif des cessionnaires et sans possibilité de revente.

Débats et vote

L'office National des forêts gérant notre domaine forestier nous précise qu'une coupe sur la parcelle 6 serait judicieux.

Le conseiller municipal Didier Navarri interlocuteur de la commune avec l'ONF nous rappelle les ventes en 2023.

Sur la parcelle 9 ce sont les Etablissements BARTHALAY qui en 2023 ont terminé la coupe et payé 23 082€

Sur la parcelle 3 et 7 M. EYMARD a payé 28 131€ mais il reste 400 m2 à couper.

Sur la parcelle 1, reste 4 hectares, mise en vente en 2024 pour 10 000€ ;

Reste enfin la parcelle 6 à marteler en 2024 pour une vente « bloc sur pied »

M. le Maire précise que la commission forêts assistera au martelage.

Après délibération, le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention, donne pouvoir à M. le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente.

M. le Maire ou son représentant assistera a(ux) martelage(s) de la (des) parcelle(s) n° 6

Projet de délibération n°6 lu par le Maire :

MANDATEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT EN M57

Les articles 1612-1 et 1612-20 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que dans l'hypothèse où le budget d'une Commune n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de l'établissement est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de l'établissement peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider, mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Il est proposé que le Conseil Municipal,

- APPROUVE l'application des dispositions rappelées ci-dessus pour faciliter la gestion de la comptabilité municipale,
- AUTORISE Monsieur le Maire à engager, liquider, mandater des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au cours de l'exercice précédent comme défini ci-dessous :

BP	528 200.00 €
Chapitre 16	- 21 125.63 €
Dépenses imprévues	- 0.00 €
Opération d'ordre	- 20 000.00 €
Opération d'ordre	- 15 304.44 €
RAR N-2 (2022) repris en N-1 (2023)	- 24 247.78 €

TOTAL 447 522.15 €

447 522.15 € / 4 = 111 880.54 € à répartir comme le Conseil Municipal le souhaite en précisant les chapitres et articles budgétaires d'exécution :

25 000.00 € art.	203 /chap 20
5 000.00 € art.	204181/chap 204
50 000.00 € art.	2131/chap. 21
31 880.54 € art.	231/chap. 23

TOTAL..... 111 880.54 €

- PRECISE que la présente délibération donnera lieu à l'inscription de toutes les dépenses mandatées au budget primitif 2024.

Débats et vote

M. le Maire nous explique : comme chaque année nous sommes obligés de voter cette délibération car le budget ne sera pas voté avant le 1^{er} janvier. Afin de pouvoir engager, liquider, mandater les dépenses nous devons délibérer et donner l'autorisation selon le code Général des Collectivités Territoriales dans la limite du quart des crédits ouverts du budget de l'exercice précédent.

Le conseil, par 13voix pour, approuve et autorise M. le Maire à engager, liquider, mandater les dépenses dans la limite du quart des crédits ouverts de l'exercice précédent comme l'indique le Code général des collectivités Territoriales. C'est-à-dire pour un total n'excédent pas 111 880,54€, ces futurs dépenses mandatées inscristront dans au budget primitif 2024.

Après délibération, le conseil municipal, par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention, accepte la répartition indiquée ci-dessus.

Projet de délibération n°7 lu par le Maire :

RENOUVELLEMENT DU REGIME INDEMNITAIRE

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Et après délibération,

Le Conseil Municipal décide par 13 voix pour, 0 voix contre, 0 voix d'abstention :

DE RENOUVELLER le régime indemnitaire.

Les montants appliqués sont les mêmes que ceux indiqués dans la délibération n° 2021-36 du 21 juin 2021 prenant effet au 1^{er} juillet 2021 et modifiée par le CDG38 avec la délibération n° 2021-43 du 14 septembre 2021.

La dépense correspondante sera imputée sur les crédits à inscrire au chapitre 012.

Séance levée à 20 heures

Signature du Maire,
Jean-Marc Gauthier

Signature du secrétaire de séance,
Serenella Strippoli